Déclaration CSA de rentrée
2 septembre 2025

Monsieur le directeur académique, mesdames messieurs les membres du CSA-SD,

Attaques contre les jours fériés, les congés payés, les arrêts maladie, le remboursement de soins, l'assurance chômage, le pouvoir d'achat des fonctionnaires (gel du point d'indice) et des retraités (gel des pensions, augmentation de la CSG…), suppressions de postes de fonctionnaires… Le budget Macron-Bayrou s'en prend brutalement aux droits de tous les salariés (particulièrement à ceux des fonctionnaires), et à nos services publics pour financer des guerres dont personne ne veut.

Cette nouvelle agression du gouvernement Macron/Bayrou est sans précédent et aura des conséquences dramatiques pour tous les salariés et pour les services publics si ce budget n'est pas rapidement mis en échec. La FNEC-FP FO 53 n'est pas dupe des manœuvres et de la stratégie de diversion du président Macron et du 1er ministre, qui se soumet à un vote de confiance le 8 septembre. Pour FO, seules comptent la satisfaction des revendications, à faire valoir, en toute indépendance et en toute liberté.
En décembre 2024, il s'agissait de la même diversion avec le gouvernement Barnier.

Barnier, Bayrou, Même constat, même combat : pour FO, il faut bloquer ce budget, et agir pour les revendications !

Suite aux annonces du 1er ministre Bayrou, la Confédération FO a déposé un préavis de grève à partir du 1er septembre et appelé à une mobilisation intersyndicale. Plusieurs fédérations FO appellent les personnels à se réunir en AG dès le début du mois septembre pour s'organiser et décider. C'est aussi ce que propose la FNEC-FP FO 53 à tous les personnels de l'Education Nationale du département, ce soir à 18h30.

Depuis plusieurs semaines, le 10 septembre fait l'objet d'appels sur les réseaux sociaux. **Cette perspective est révélatrice et ne laisse personne indifférent :** des citoyens, des travailleurs, des retraités, des chômeurs, recherchent l'organisation d'un mouvement qui permette vraiment de mettre en échec les projets de Macron et Bayrou, un mouvement qui soit une riposte à la hauteur de la violence des mesures qu'ils comptent faire passer :

- La démolition de la protection sociale dans tous ses aspects (santé, retraite, chômage)
- Le démantèlement des services publics et de la fonction publique pour tendre au plus vite vers leur privatisation
- Encore plus de précarité avec l'assouplissement des recours aux contrats CDD, y compris dans la Fonction Publique
- Réduction des délais de saisine des prud'hommes. Aujourd'hui fixé à 12 mois, le gouvernement souhaiterait diviser ce délai par deux ou trois
- Augmentation du temps de travail avec la remise en cause des congés existants et en supprimant deux jours fériés (lundi de Pâques et 8 mai) avec pour conséquence la perte de rémunération et de deux jours de repos. (Personne ne sera rémunéré davantage pour ces nouvelles heures de travail, qui ne seront pas décomptées comme des heures supplémentaires)
- Limitation des arrêts de travail, nouvelle baisse de l'indemnisation des malades, nouvelle augmentation des jours de carence (pas d'indemnisation au début des arrêts) et sans oublier la réforme de la prise en charge des affections longue durée (ALD), fin du remboursement à 100% des médicaments pour les patients en ALD
- Gel des salaires des fonctionnaires, pas de mesures catégorielles ; baisse des emplois publics ; introduction d'une règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite à partir de 2026
- Gel du barème de l'impôt sur le revenu et de la CSG. Les années précédentes, les seuils étaient relevés pour suivre l'inflation. Mais avec le gel, l'ajustement disparaît, faisant basculer des milliers de ménages à présent non imposables, dans l'impôt, ou faisant augmenter l'imposition des contribuables déjà imposables. Le gel du barème devrait rapporter 1,2 milliard d'euros au gouvernement
- Gel des pensions en 2026 et désindexation continue, c'est-à-dire que les pensions des retraités ne seront plus revalorisées à hauteur de l'inflation
-

Parmi toutes les mesures violentes et brutales du budget Bayrou, il y a celle du non remplacement d'un fonctionnaire sur 3. Cela aura pour conséquence directe la suppression de dizaines de milliers de postes chaque année, alors que les services publics sont déjà à bout. Imaginez un peu la prochaine carte scolaire avec ce budget, et à nouveau les milliers de fermetures de classes, les fermetures d'écoles.

La FNEC-FP FO 53 soutient et sera aux côtés de toutes celles et ceux qui se saisissent déjà de l'appel au blocage du pays et à la grève à partir du 10 septembre.

En cette rentrée, cette question est sur toutes les lèvres : comment construire un mouvement qui nous permette de gagner, comment organiser une résistance qui sortira de la logique des journées d'action ?

En tout état de cause, mettre en échec l'austérité Bayrou/Macron avec l'annulation de toutes ces mesures, serait un formidable point d'appui pour toutes nos revendications (salaires, abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites, postes…)
Le président Macron, ce Robin des rois qui vole les pauvres pour donner aux riches, doit être arrêté de toute urgence sans attendre une quelconque censure politique. Nous agissons avec nos armes, sur le terrain social, de « ceux qui ne sont rien » mais qui peuvent devenir tout, s'ils s'en donnent les moyens.

Manifestement un calendrier de journées d'action ne permet pas de gagner, ces journées isolées ne permettent même plus de se faire entendre ; la grève générale interprofessionnelle est la seule réponse à la hauteur des attaques lancées aux salariés. Les syndicats de la FNEC-FP FO 53 sont aux côtés des personnels et de tous les salariés pour construire ce mouvement.